

Gilets et rires jaunes

<https://lecourrier.ch/2018/11/13/gilets-et-rires-jaunes/>

Samedi, le mouvement dit des gilets jaunes va donner de la voix. Et bloquer certains axes routiers français. En cause, le relèvement des taxes sur les carburants et plus particulièrement sur le très polluant diesel pour un montant de quelque 10 milliards d'euros.

Les syndicats sont hésitants face à cette grogne populaire, les partis de gauche louvoyants. De leur côté, les associations écologistes, regroupées au sein du Réseau climat, ont apporté un – très prudent – soutien à la mesure, y voyant un «outil indispensable pour libérer notre pays de son addiction au pétrole», tout en admettant la «vulnérabilité des Français aux prix du carburant» et en invitant le gouvernement Macron à prendre des mesures pour financer des alternatives à la voiture ou à aider celles et ceux qui ne peuvent pas s'en passer.

Car c'est bien là que le bât blesse. Ce qui est présenté comme une taxe écologique n'est en fait qu'un transfert de la fiscalité des riches sur les pauvres. Elle pèsera cinq fois plus sur les revenus des 10% des ménages les plus modestes que sur les 10% les plus nantis¹. En d'autres mots, il s'agit de reprendre dans la poche des automobilistes ce qui a été donné aux plus riches via la suppression de l'ISF.

Sur les 37,8 milliards d'euros que rapportera *in fine* la taxe sur les produits énergétiques en 2019 (+4 milliards), seuls 8,4 milliards iront directement à des mesures de transition écologique. Soit un peu plus de 20%².

Rappelons au passage qu'une taxe est par essence – c'est le cas de le dire – vouée à disparaître. Elle est en effet censée impulser des comportements vertueux par rapport à une situation jugée insatisfaisante. En l'occurrence, si l'on avait respecté l'orthodoxie du principe d'une taxe, l'entier des sommes récoltées devrait être affecté à la transition écologique. Et les défis ne manquent pas: encourager le solaire et les économies d'énergie, rendre certains transports gratuits ou moins onéreux, par exemple. Mais ce n'est pas le cas ici. Il s'agit donc du dévoiement d'un principe souhaitable et incontournable.

Emmanuel Macron est en train de confisquer l'écologie politique au profit d'une politique fiscale et antisociale. Ce qui est d'une gravité extrême. Cela discrédite les valeurs de l'écologie politique dont la mise en œuvre est pourtant indispensable si l'on veut éviter un emballement climatique dramatique. Et il affourage en fait le rapport de production à la base du problème. Une économie basée sur le court terme et la prédation à qui on laisse quartier libre et que l'on encourage à coups de cadeaux fiscaux payés par les revenus modestes.

En cela, pour ambigu qu'il soit avec ses accointances ne serait-ce que rhétoriques avec l'extrême droite, le mouvement des gilets jaunes pose des questions auxquelles il est indispensable d'apporter des réponses politiques. Sinon les retours de bâton seront redoutables.

Notes

1. ↑ *Libération* du 12 novembre 2018

2. ↑ *Le Monde* du 6 novembre



<https://rouendanslarue.net/gilets-jaunes-en-voiture-notes-sur-le-17-novembre/>

Nul ne sait encore si le 17 novembre sera une réussite du point de vue des fameux « gilets jaunes » qui ont lancé cet appel ou de ceux qui comptent bien y participer. Seront-ils des milliers à tenir des points de blocage ce 17 novembre et s'agira-t-il du début d'un mouvement quelque peu singulier ? Ou au contraire l'agitation extrême sur les réseaux dits sociaux échouera-t-elle à se traduire en actes réels et effectifs dans la « vraie vie » ?

Quoi qu'il en soit le mouvement autour du 17 novembre a déjà permis de révéler nombres de tendances propres à notre époque.

Ce n'est pas le moindre des mérites de cette journée qui arrive : on partage des posts de soutien ou de critique, mais surtout on discute et on s'écharpe. **À un mois près c'était le sujet d'embrouille n°1 le soir de Noël** (avant la France et toute-la-misère-du-monde- qu'elle-ne-peut-pas-accueillir, le réchauffement climatique et les gamins rivés sur leurs écrans toute la soirée).

Ce qui frappe de prime abord, c'est la virulence qui anime ceux qui s'opposent à cette tentative de mobilisation à partir d'une position pourtant critique à l'égard du gouvernement et du monde tel qu'il va. **Deux types de raisons sont généralement pointées.** Premièrement le fait que l'extrême droite serait à l'origine de cet appel (**ce qui est faux** nous n'y revenons pas), ou qu'elle l'ait rejoint et fait circuler depuis (**[ce qui est vrai autant par opportunisme que par réflexe disons populiste](#)**). Et de toute façon, derrière les appareils

politiques, les réclamations contre le poids excessif des taxes sont alors identifiées comme le propre de la mentalité du petit commerçant fascisant.

« Poujadisme »

L'anathème est lancé. **Une première critique, donc, sur la tonalité politique qui anime cette revendication.** La deuxième critique porte sur le manque de sens écologique. À l'heure où l'évidence de la catastrophe éponyme se généralise autant que l'absence de toute action réelle à la hauteur de la situation, il y aurait quelque chose de déplacé, d'indécent voir d'illogique dans le fait de demander une baisse du prix du carburant. **Deuxième condamnation massive donc: ceux du 17 novembre réclament en fait un permis de polluer.** Alors qu'il y aurait tellement d'autres batailles à mener (réchauffement climatique, sixième extinction de masse, accueil des réfugiés, hausse des salaires, revalorisation du SMIC et des minimas sociaux, etc., etc.) – *et mieux !* **Poujadiste et pollueur indifférent à l'avenir de la planète. Pas terrible comme carte de visite.**

Pas besoin d'être sociologue pour savoir que cette critique provient plutôt de milieux diplômés, urbains, de gauche et qui se diraient volontiers écologistes, plus enclins à se déplacer en vélo et à favoriser les transports en commun, à acheter bio sur des marchés de centre-ville à des producteurs locaux pour privilégier les circuits courts. [A l'inverse, ceux qui tentent de s'organiser contre la hausse des prix du carburant vivent plus facilement en périphérie](#) (banlieues, campagne et/ou province) où il n'existe souvent aucun transport en commun et sont intégralement dépendants de leur véhicule pour se déplacer.

En vérité, le spectacle que donne à voir cet acharnement révèle ce qu'on appelle parfois **un certain mépris de classe**, mais il indique surtout le fait que des mondes sont inconciliables et qu'ils communiquent très peu entre eux, en tous les sens du terme : il est difficile de traduire les manières de faire et de sentir de l'un dans la langue de l'autre. Caricaturalement ça donne évidemment **bobo versus prolo**. Ou l'inverse. Bref, ça coince.

Il existe pourtant de nombreuses raisons **1.** de démonter les arguments critiques à l'égard du 17 novembre et **2.** de se suivre avec un intérêt positif ce geste politique sans précisément en rester à ces facilités critiques.

Un O.P.M.I, kézako ?

Face à l'absence de réaction générale à la somme – *proprement hallucinante* – des mesures prises par ce gouvernement, il y a quand même quelque chose de réjouissant à imaginer qu'un **OPMI (objet politique mal identifiable)** bizarrement codé puisse constituer une nuisance réelle pour ce gouvernement qui est déjà en train de chercher des ajustements dans l'urgence à coup de chèque-énergie.

Politique, cette démarche l'est assurément. Voilà des gens qui s'organisent, communiquent, se retrouvent pour de vrai, discutent, élaborent, inventent spontanément des signes de ralliement et préparent une action qui pourrait être largement suivie. Sur Rouen deux discussions préparatoires ont eu lieu sur le parking de Bois-Cany face au bowling : [elles ont réuni plus d'une centaine de gilets jaunes à chaque fois.](#)



Les gilets jaunes rassemblés sur le parking du cinéma du Grand-Quevilly © Radio France

Mais voilà ce qui trouble dans cet OPMI : **ceux qui s'organisent ne sont pas des « professionnels » de la contestation politique** qu'elle soit syndicale ou radicale. Un invité inattendu s'est installé à la table des chasubles rouges et des K-way noirs, et il ignore même jusqu'à l'existence de cette table. J'ai nommé Bernard le gilet jaune. On en connaît parmi nos oncles et nos cousines qui ont prévu de se joindre à des blocages alors que de *leur vie*, ils ne sont jamais déplacés pour une manifestation !

C'est pourquoi aussi il semble peu pertinent d'attaquer cette tentative à partir de ce qu'elle n'est pas comme le fait une partie de l'extrême gauche. [Ainsi sur Facebook, Poutou](#) (candidat à la présidence pour le NPA en 2012 et 2017) verrait d'un meilleur œil un « *mouvement social* » et politique visant une baisse de tous les tarifs et finalement « *une révolte générale* » (NDLR : *chose souhaitable, on est d'accord*) appelée par les partis et les syndicats contre « *les possédants* » pour « *partager les richesses et remettre du service public* ». **En somme ramener l'inconnu sur du connu, trop connu même.** Un philosophe disait qu'il fallait prendre les hommes tels qu'ils sont et non tels qu'on voudrait qu'ils soient. Disons qu'il en va de même pour les devenirs politiques.

Ce ne sont pas non plus les places des centres-villes qui vont être occupées, ni même les rues des centres-villes que l'on va arpenter à grands coups de sono. Ce sont des ronds-points, des bretelles d'autoroute, des périphériques, des péages, des zones industrielles qui sont ciblées, retrouvant ainsi une intuition solidement ancrée depuis quelques années : **dans ce monde de circulation permanente de flux (données, corps, véhicules, marchandises) tout geste effectif doit s'en prendre à cette circulation et tenter de la bloquer.**

Rouges et jaunes : des bêtes à cornes aux vaches à lait...

Autre singularité, il ne s'agit pas cette fois de contester une loi encadrant directement les formes et les conditions de l'exploitation salariale (CPE, réforme des retraites, loi travail, etc.) comme le fait classiquement un mouvement social. L'expérience répétée des dernières années montre assez que les structures syndicales sont impuissantes à lancer de telles

mobilisations (elles ont pris soin d'ailleurs de ne pas appeler au blocage pour le 17 novembre, ou dans un premier temps d'appeler à ne pas y aller).

Il est donc de bonne guerre de prendre les choses par un autre bout et de s'attaquer non plus (seulement) à la gestion gouvernementale du salariat mais à celle de la consommation, qui en est l'autre versant en fait, via les taxes sur les dépenses (type TVA). **Certes tout ce qui bouge n'est pas rouge, mais tout ce qui conteste une mesure fiscale ayant une incidence directe sur le mal nommé pouvoir d'achat n'est pas en son essence même réactionnaire ou crypto-fasciste.**



[Source: Nordpresse.be](http://Nordpresse.be)

Réduire toute contestation de la fiscalité au poujadisme est une aberration historique comme le prouvent les nombreuses révoltes et autres soulèvements populaires qui ont accompagné certaines mesures fiscales dans l'histoire, du moyen-âge jusqu'à la deuxième république. S'il s'avère que des milliers de gilets jaunes sont déterminés à agir ce 17 novembre, ça ne sera pas seulement parce que le coût de l'essence prend une part de plus en plus importante dans leur budget. **À ce moment précis, une colère généralement écrasée par sa propre impuissance aura trouvé une forme d'expression.** Ça n'est pas absolument négligeable.

Ça n'est pas dire pour autant que ce mouvement, comme toute contestation fiscale, n'est pas confus. Tout comme l'était davantage encore le mouvement des bonnets rouges piloté par les entreprises de transport routier et la FNSEA. Par clientélisme, différentes formations racistes ont surfé sur cette vague. Et on trouve de tout dans les appels au 17 novembre, même si les administrateurs de certaines pages Facebook essaient de virer les militants fachos. Il y aura sans doute des électeurs FN et, distinction importante, des gens qui auront voté une fois au moins pour ce parti, à ces blocages. **Est-ce suffisant pour dire qu'il faut les fuir ? Non.** Pensons-nous franchement que parmi ceux avec lesquels il nous est arrivé de tenir des blocages d'axes routiers ou de dépôts pétroliers aucun n'avait voté FN ? Ignorons-nous à ce point l'importance du vote FN chez les syndiqués de la CGT même s'il est plus faible que pour le reste des votants ?

Bernard le gilet jaune, deuxième épisode

Tentons une hypothèse et gardons-nous de tout antiracisme moral et abstrait. Sous sa forme principale, le racisme entendu comme racisme d'État désigne **la matrice idéologique propre à la civilisation occidentale qui s'incarne, depuis la colonisation jusqu'à la gestion actuelle de l'immigration, dans des formes politiques républicaines** (police, lois, centre de rétention, emplois réservés dans la fonction publique, etc.) et tous les partis de gouvernement en ont été et en sont les agents : PS, RPR, UMP, LR, LREM en premier lieu. Ensuite il y a le racisme en acte du petit nazillon qui bastonne du sans-papier ou qui fait la vigie aux frontières, racisme qui sait prendre aussi une forme plus institutionnelle dans des partis comme le FN qui ont fait de la xénophobie leur fond de commerce.

Il va falloir s'habituer à l'idée que mettre le nez dehors c'est toujours prendre le risque d'avoir de mauvaises fréquentations...



[Source: Nordpresse.be](http://Nordpresse.be)

S'il est aussi problématique, le racisme éventuel de Bernard le gilet jaune, c'est-à-dire en fait de toute personne atomisée et aigrie dont l'impuissance l'a poussé à glisser un bulletin FN dans l'urne, **n'est pas à mettre sur le même plan**. Le racisme n'est pas non plus le Mal qui nous fait face : il y a aussi un racisme structurel et diffus qui a façonné nos imaginaires et qui nous traversent à nos corps défendants. Si l'on veut en tout cas quitter le confort idéologique des structures politiques dans lesquels nous sommes généralement installés, **il va falloir s'habituer à l'idée que mettre le nez dehors c'est toujours prendre le risque d'avoir de mauvaises fréquentations** et parier sur l'idée que ça n'est malheureusement pas les leçons de morale antiraciste qui peuvent transformer les gens. Désserter le 17 novembre au motif de cette confusion (en écrasant tous ceux qui en sont sur cette suspicion discriminante de sympathie pour le FN) n'est en tout cas pas la solution.

« **PUTAIN DE 17 NOVEMBRE** »

Dernière critique enfin : un tel mouvement ne serait pas la hauteur de la nécessité d'agir face au réchauffement climatique. Pince sans rire, le gouvernement présente lui-même la hausse des taxes sur le carburant comme un moyen de lutter contre le réchauffement climatique en incitant les gens à ne pas prendre leur voiture – ou en les

décourageant de le faire. Les fonds récoltés permettraient aussi de financer la « transition écologique ». Certains écologistes semblent prendre au sérieux cette justification.

À l'heure où il est officiellement reconnu qu'aucun pays de l'UE ne respecte ses engagements – pourtant dérisoires – pris à la COP 21, et où s'accumulent les grâces fiscales en direction des grosses fortunes **une telle prétention donne envie de sourire... ou de tout bloquer. A défaut de tout casser.**

Tout le monde ou presque l'accorde, la situation est catastrophique et la consommation des énergies fossiles en est la cause. Mais il n'y a pas grand sens à apostropher et faire porter le chapeau à ceux qui ne peuvent se passer de leur voiture et pour qui la hausse des taxes sur le carburant est un affront de plus. Nous continuerons de toutes façons à rouler que le prix du gazole soit à 1 euro ou 1 euro 80. A moins que nous ne restions enfermés chez nous.

L'ironie du sort veut aussi que la mobilisation des gilets jaunes tombe deux jours après le 15 novembre, date à laquelle un collectif il est encore temps lance un défi [#onestpret](https://onestpret.fr/) où chacun pourra s'obliger pendant un mois à manger bio, à consommer moins de viande, à ne pas produire de déchets ou à ne pas prendre sa voiture – *tout en faisant part de son expérience via les réseaux sociaux.*

En voiture !

Étrangeté et télescopages des mondes disions-nous. Ce genre de geste qui exprime lui aussi un désarroi réel laisse entendre qu'il faut changer ses propres pratiques, de consommation par exemple, pour changer le mondeⁱⁱ. De ce fait il participe intégralement d'une conception libérale qui individualise systématiquement la responsabilité tout en masquant les mécanismes sociaux et historiques. Or la voiture par exemple, son usage et sa généralisation, ne relève en rien d'une décision individuelle contrairement à l'idéologie qu'elle véhicule (*rires*). L'ensemble de la métropole, des centres urbains aux zones périphériques, des zones commerciales aux zones pavillonnaires, est aménagée autour de la voiture, qui ne produit au passage que 25% des émissions de GES, transport routier compris. **La voiture (ou le pétrole) est un rapport social, une civilisation incarnée. Notre problème est de savoir comment en sortir (nous y reviendrons ailleurs).**

Nous serons donc présents le 17 novembre aux côtés des gilets jaunes. « Pour voir », comme on dit au Poker. Pas de façon extérieure et passive mais pour voir comment les cartes en présence peuvent permettre de continuer à jouer, ou à défaut, de se coucher. **Vivement le 17 !**

Photo de couverture : [Nordpresse.be](https://nordpresse.be)

ⁱ Cf. par exemple <https://www.cairn.info/revue-pouvoirs-2014-4-page-15.htm> ou ici : <https://tinyurl.com/yd2guu9n> et ici : <https://tinyurl.com/ycgjn47a>.

ⁱⁱ <https://onestpret.fr/>

ⁱⁱⁱ Sur ce point cf. l'excellente vidéo Arrêtez les douches courtes : <https://www.youtube.com/watch?v=QqnC2avyNAk&index=8&list=WL&t=0s>

17 novembre : ne pas laisser le terrain à l'extrême droite

https://journal.lutte-ouvriere.org/2018/11/14/17-novembre-ne-pas-laisser-le-terrain-lextrême-droite_114932.html

Les directions de toutes les centrales syndicales ont refusé d'appeler à participer, sous une forme ou sous une autre, à la journée du 17 novembre, même si plusieurs syndicats, des unions locales voire une union départementale de la CGT ont appelé finalement à faire grève ou à manifester ce jour-là, pour réclamer des augmentations de salaire face à la hausse de tous les prix.

Le principal argument avancé par la direction de la CGT est que « *la mobilisation du 17 novembre est clairement une mobilisation d'extrême droite* ». Que la droite et l'extrême droite manœuvrent pour tenter de récupérer la colère contre la politique de Macron, c'est une évidence.

Et en effet aucun militant ouvrier ne souhaite tirer les marrons du feu pour le patronat et être instrumentalisés par ses ennemis politiques. Mais, au lieu de désertir le terrain de la protestation, ce devrait être une raison supplémentaire pour proposer une politique de classe pour les travailleurs.

Les initiateurs de cette mobilisation lancée sur les réseaux sociaux, ou ceux qui se sont mis en avant pour l'organiser un peu partout dans le pays, sont sans doute très divers, s'affirmant apolitiques, parfois proches des petits patrons, mais aussi bien souvent des salariés qui utilisent tous les jours leur voiture. Au-delà de ses initiateurs, la mobilisation des gilets jaunes a trouvé un écho important au sein des travailleurs et des classes populaires, en particulier dans les petites villes, les zones rurales et plus particulièrement parmi ceux qui ont les salaires les plus faibles.

La question n'est pas de savoir si la CGT ou d'autres syndicats doivent ou non appeler à la mobilisation du 17 novembre, mais de savoir s'ils se soucient d'exprimer et d'offrir une perspective à l'indignation et à la colère qui se manifestent parmi les travailleurs et dans leur propre base. Si elles s'en souciaient vraiment, les directions syndicales ne faciliteraient pas les manœuvres de récupération de l'extrême droite et du patronat : elles les rendraient impossibles.

Tant qu'il s'agit de tirer à boulets rouges sur Macron et le fisc, tant qu'il s'agit d'une mobilisation un samedi, et que cela ne pénalise pas trop le patronat, l'extrême droite peut soutenir le mouvement. Mais ce ne sera plus le cas si le mouvement prend un caractère ouvrier et antipatronal. Revendiquer de prendre sur les profits pour augmenter les salaires et les pensions, mettre en cause les responsabilités du patronat et de la bourgeoisie dans le recul de la condition ouvrière, voilà qui ne peut pas être récupéré par les ennemis politiques des travailleurs.

En se contentant de condamner les initiatives du 17 novembre, les directions syndicales risquent de laisser le terrain à l'extrême droite. Ce n'est pas l'intérêt des travailleurs, qui est d'exprimer leur indignation sur leur terrain de classe, de formuler leurs revendications et de

mener le combat pour elles, ce qui est la meilleure façon d'empêcher toute récupération par un quelconque démagogue.

Xavier LACHAU

17 novembre : des syndicalistes rejoignent discrètement les « gilets jaunes »

<https://rmc.bfmtv.com/emission/17-novembre-certains-syndicalistes-rejoignent-discretement-le-rang-des-gilets-jaunes-1566269.html>

Avant la grande journée de mobilisation du 17 novembre, le mouvement pose une question épineuse aux centrales syndicales.

Y aller ou pas? Avant la grande journée de mobilisation du 17 novembre, et alors que l'ampleur [mouvement des gilets jaunes](#) est difficile à évaluer, le mouvement pose une question épineuse aux centrales syndicales.

En clair, faut-il prendre le train de la colère en marche, avec la crainte, formulée par les dirigeants syndicats, d'être "récupéré par l'extrême droite"? Ou le laisser passer, quitte à manquer l'occasion rêvée de prendre la tête des mécontents?

Du côté des centrales parisiennes, la position est claire - du moins pour l'instant: pas question de s'opposer à la fiscalité verte ou d'apparaître aux côtés de Nicolas Dupont-Aignan ou Marine Le Pen.

Localement, les militants prennent parfois le contre-pied de leur direction, comme à la CGT. C'est notamment le cas dans les départements ruraux, mal desservis par les transports en commun. Dans le Cher, Sébastien Martineau, secrétaire de la CGT manifesterait mais... sans les gilets jaunes.

"On sera sous l'organisation de la CGT, sur un rond-point qu'on aura déterminer mais sans contact avec les gilets jaunes, puisqu'ils ne veulent pas d'une organisation politique ou syndicale. Mais nous estimons qu'on a toute notre place dans cette action" explique-t-il sur RMC.

[Manifester ou pas, le débat agite la CGT. "Bloquer des périphériques, bloquer des péages, un samedi qui plus est, ça ne fait pas peur au patronat" juge Jean-Pierre Mercier, délégué chez PSA](#), qui a préféré appeler à la grève.

"Si les salariés bloquent la production sur leur lieu de travail, alors on prendra nos distance réellement avec l'extrême-droite qui n'aura surtout pas envie de toucher aux intérêts du patronat" précise-t-il.

Des initiatives "isolées", juge la direction du syndicat qui, avoue qu'elle gardera quand même un oeil attentif sur l'ampleur de la mobilisation dans ses rangs.

Anaïs Denet (Avec G.D)

Déjà des blocages en... Belgique :

Gilets jaunes : blocage de sites pétroliers en Wallonie

https://www.rtbf.be/info/belgique/detail_gilets-jaunes-blocage-de-sites-petroliers-en-wallonie

Les gilets jaunes promettent de nombreux blocages ce week-end en France. Ce mouvement de contestation fait aussi tache d'huile en Belgique où plusieurs groupes sur Facebook ont invité les citoyens à bloquer des lieux stratégiques pour faire entendre le ras-le-bol des citoyens à l'égard du gouvernement.

Dès cette nuit de jeudi à vendredi, certains citoyens sont descendus sur le terrain pour bloquer essentiellement des dépôts et raffineries de carburants.

L'un des principaux sites pétroliers du pays, la raffinerie Total Petrochemical de Feluy est ainsi visée depuis ce matin. L'entrée est bloquée par une centaine de personnes en gilets jaunes. Les manifestants bloquent l'accès des camions au site et distribuent des tracts aux automobilistes qui passent par là. Selon la police et les autorités locales, l'impact de cette manifestation sur le trafic se limite à quelques ralentissements aux abords du site Total.

Un mouvement citoyen

Autre dépôt bloqué, celui de Proxifuel/Total de Wierde, près de Namur. Là, une quinzaine de personnes en gilets jaunes se sont installés dès 22h jeudi soir, dans une ambiance qualifiée de bon enfant. Là aussi, il s'agit de citoyens venus pour dire qu'il est de plus en plus difficile de joindre les deux bouts. Leur mouvement s'en prend aux dépôts pétroliers car l'évolution des prix des carburants et l'augmentation de leur taxation ont été un élément déclencheur dans l'expression du ras-le-bol, comme l'explique un manifestant : *"La hausse du prix des carburants n'a été qu'un élément déclencheur. Cela a été la goutte qui a fait déborder un vase déjà très plein. Ensuite, c'est parti, on n'en peut plus. A l'heure actuelle, vous vivez de manière raisonnable et on vous matraque de taxes, d'impôts. Vous ne pouvez pas vivre de manière décente. C'est toujours vivre dans l'appréhension de savoir comment je vais m'en sortir demain, ce que je vais faire pour mes enfants, etc. Cela devient invivable"*.

Les gilets jaunes en Belgique se disent pacifiques, apolitiques, sans liens avec les syndicats. Le mouvement est créé par le peuple, pour le peuple, comme l'explique un autre manifestant : *"Nous sommes là pour défendre notre croûte, notre vie, notre portefeuille. Puisque le politique n'entend plus, il faut le lui faire entendre. Le gilet jaune ? C'est le travailleur qui rouspète, c'est le citoyen qui rouspète, c'est le pensionné qui rouspète. C'est tout le monde qui rouspète. On a des gens qui ont des boulots bien placés mais qui n'y arrivent pas non plus. Le gilet jaune n'a pas de visage, n'a pas d'image, c'est juste le gilet jaune"*.

Déterminés à bloquer les sites tout le week-end, voire plus

En région liégeoise aussi, des gilets jaunes ont débarqué cette nuit autour du dépôt pétrolier de Wandre. Le dépôt mais aussi une partie du zoning industriel environnant ont été bloqués

en trois points. Le blocage de certaines entreprises et du site de l'autosécurité a généré quelques frictions avec ceux qui souhaitaient franchir les barrages. A Wandre, les gilets jaunes sont une centaine. Comme à Feluy et Wierde, ces citoyens viennent de tous horizons. Certains travailleurs ont pris congé pour être présents. D'autres, comme cet entrepreneur en parcs et jardins ont pris quelques heures sur leur journée pour soutenir le mouvement.

En fin de matinée, on apprenait que les gilets jaunes "liégeois" bloquaient aussi le dépôt Exxonmobile de Sclessin.

A Liège, les manifestants semblent organisés et sont déterminés à rester ce week-end. Certains envisagent même de tenir jusque mardi, voire plus s'il n'y a pas de réponse du gouvernement à leurs revendications.

Lire aussi : https://www.rtf.be/info/societe/detail_gilets-jaunes-deja-des-blocages-d-axes-routiers-pres-de-charleroi-et-namur